

# Reconnaissance statutaire des infirmiers anesthésistes

## 15<sup>e</sup> législature

### Question écrite n° 25148 de Mme Sylviane Noël (Haute-Savoie - Les Républicains)

publiée dans le JO Sénat du 28/10/2021 - page 6088

Mme Sylviane Noël attire l'attention de M. le ministre des solidarités et de la santé au sujet de la détermination des infirmiers anesthésistes diplômés d'État (IADE) à se voir reconnaître un statut professionnel particulier conforme à leurs attentes.

En effet, ces professionnels se sont vu refuser cette reconnaissance dans le cadre de la loi n° 2021-502 du 26 avril 2021 visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification, dite loi RIST.

Le rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) auquel toute proposition ministérielle est suspendue, n'est malheureusement pas attendu avant au plus tôt la fin octobre 2021. Ces professionnels craignent donc que cette prise de décision soit à nouveau repoussée à l'issue des élections présidentielles 2022 et ils ne veulent plus attendre.

Les arguments avancés par ces professionnels infirmiers anesthésistes pour obtenir à juste titre ce statut particulier sont plus que fondés.

En premier lieu, ils répondent à l'ambition de pratique avancée soutenue par le Gouvernement, en réduisant la charge de travail des médecins grâce au développement de leurs compétences vers un plus haut niveau de maîtrise. Ils permettent ainsi de faire évoluer la pratique paramédicale et de la rendre la plus adaptée possible aux besoins fluctuants de santé.

Pourtant à ce jour, la revalorisation des grilles post-Ségur ne correspond, pour ces professionnels, ni à leur niveau d'études (bac + 5), ni à leur niveau d'autonomie. Concrètement, ceci conduit à un différentiel de 13 euros en début de carrière entre un IADE (bac + 5) et un infirmier en soins généraux (bac + 3) et 185 euros en fin de carrière. Tous déplorent que ces grilles restent figées et souhaiteraient que tous les professionnels diplômés bac+5 puissent bénéficier d'un indice de rémunération de 821, ce qui est le cas dans la fonction publique alors pourquoi pas dans la fonction publique hospitalière...

De plus, ces infirmiers anesthésistes permettent de garantir la qualité et la sécurité des soins en anesthésie dans un contexte démographique professionnel particulièrement dégradé dans les établissements de santé. Leur encadrement au quotidien permet chaque jour l'organisation et la plasticité de l'offre de soins sur tous les plateaux techniques.

Enfin, ces professionnels se sont montrés indispensables dans la lutte contre les différentes vagues d'épidémies grâce à leur compétence, leur polyvalence et leur capacité d'adaptation.

Elle sollicite donc le Gouvernement pour qu'il envisage l'émergence d'un statut à la hauteur de la pratique professionnelle et du niveau universitaire de ces infirmiers anesthésistes.

## Réponse du Ministère des solidarités et de la santé

publiée dans le JO Sénat du 11/11/2021

Le texte de cette réponse n'est pas disponible à ce jour.